



39^{ième} CONFERENCE DE L'ORGANISATION
DES NATIONS-UNIES
POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO)
(Rome, 06 au 13 Juin 2015)

ALLOCUTION
DU MINISTRE CHARGE DU DEVELOPPEMENT DU MONDE RURAL
DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Dr David BANZOKOU

Monsieur le Président de la 39^{ème} Session de la Conférence de la FAO,
Monsieur le Directeur Général de la FAO,
Mesdames et Messieurs les Ministres, Chefs de délégation,
Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations Internationales,
Distingués invités,
Chers participants,

C'est pour moi un insigne honneur de prendre la parole devant cette auguste assemblée au nom de la République Centrafricaine. Je voudrais tout d'abord adresser mes chaleureuses félicitations, au nom de Son Excellence Madame **Catherine SAMBA PANZA**, Présidente de la République, Chef de l'Etat, au Professeur **José GRAZIANO DA SILVA**, pour sa brillante réélection au poste de Directeur Général de notre organisation ; ce qui n'est que mérité au regard des résultats

encourageants enregistrés au cours de ce premier mandat. Je lui souhaite plein succès pour ce nouveau mandat.

La République Centrafricaine est une illustration des pays soumis à des chocs récurrents qui ont mis à mal les moyens d'existence et les actifs des personnes pauvres et vulnérables, qui représentent la majorité de la population. Après la dernière crise, qui a démarré en décembre 2014, la reprise est certes pénible, mais elle n'aurait pas été possible sans l'appui de la communauté internationale et particulièrement de la FAO, dans la gestion de l'aide productive pour la relance de l'activité agricole. Permettez-moi donc de saisir cette opportunité pour exprimer toute la gratitude du Gouvernement et du peuple centrafricain au Directeur Général et à tout son staff, pour l'attention particulière qu'ils ont bien voulu accorder à la situation de la République Centrafricaine.

Le thème de notre assise qui porte sur comment « ***Briser le cercle vicieux de la pauvreté rurale et de la faim en renforçant la résilience en milieu rural par la protection sociale et le développement durable de l'agriculture*** », répond à nos préoccupations actuelles. Toutefois, dans le contexte de fragilité et de vulnérabilité qui est le nôtre, le renforcement de la résilience en milieu rural ne pourra être favorisé que par la restauration de la résilience au niveau de l'Etat. A cet effet, il convient d'insister sur la nécessité de promouvoir la mise en œuvre des principes et engagements souscrits par la communauté internationale en faveur des Etats fragiles en situation de post-conflit.

Dans cette situation post-crise où les moyens d'existence des populations pauvres ont été très affectés et la cohésion sociale mise à mal, les mesures de protection sociale peuvent

contribuer à atténuer la tension intercommunautaire et favoriser une reprise des activités productives nécessaires à l'amélioration de la sécurité alimentaire et à la lutte contre la pauvreté. Accroître les efforts pour atteindre les plus pauvres en milieu rural permettra de prévenir, à moyen et long terme, les crises récurrentes qui trouvent leur terreau dans l'extrême pauvreté de la République Centrafricaine, notamment chez les jeunes.

Il est certain que les chocs successifs subis par mon pays ne lui permettent pas de valoriser les énormes potentialités agricoles dont il dispose, notamment 15 millions d'hectares de terres arables, dont seulement un pourcent est mis en valeur, et 16 million d'hectares de pâturages.

C'est pourquoi nous sommes convaincus qu'avec la restauration de la stabilité, la mise en œuvre politique, publique, volontariste et la mobilisation des ressources nécessaires au financement du programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire adopté par le gouvernement, la République Centrafricaine pourra accomplir des progrès rapides vers la réduction de l'extrême pauvreté en milieu rural.

La complexité des causes profondes de la pauvreté et la diversité de leur dimension nous oblige à avoir une approche intégrée de la protection sociale et de la production agricole, mais également d'autres facteurs qui ont une influence sur la lutte contre la faim et la pauvreté. Ce qui implique que nous devons (i) affirmer une volonté politique plus forte à nous engager dans la lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité en milieu rural, (ii) réformer nos institutions afin de mieux gérer l'approche intégrée et créer les synergies positives

souhaitables, (iii) accroître les efforts au niveau de la communauté internationale afin d'atteindre les plus pauvres, les plus vulnérables ainsi que les exclus de la société de consommation en milieu rural, notamment à travers les programmes nationaux d'investissements agricoles, préparés dans le cadre du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine, (iv) soutenir les efforts visant une meilleure compréhension des liens qui existent entre la protection sociale, l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition.

Je suis convaincu que nos échanges jetteront les bases d'une approche de plus en plus intégrée, qui nous permettra de faire face de manière plus efficace à la complexité des causes spécifiques de la pauvreté et de la vulnérabilité en milieu rural.

Vive la coopération internationale, pour que vive la coopération entre la République Centrafricaine et la FAO !

Je vous remercie.